

De Paris, à l'aube du lundi 22 octobre 1951
Lettre n° 1.968

Monsieur,

Vous avouerez qu'elle est bien bonne. Quelques heures après que le Président de la République eut vilipendé "ceux qui, jouant à la hausse, provoquent la montée des prix", quelques heures après que le président du conseil eut rejeté l'éventualité d'une dévaluation qui entraînerait un "alourdissement de la charge qui pèse sur tous les Français", un communiqué officiel annonçait une hausse considérable --elle est de l'ordre de 20 %-- du prix de l'essence. Or, qui dit hausse du prix de l'essence dit hausse du coût des transports routiers, donc de la carotte et du navet. Elle permettra aussi une hausse des tarifs S.N.C.F. (qui d'ailleurs ne sont pas au coefficient normal). Mais, si grave qu'elle soit dans ses conséquences sur les prix en général, cette hausse de l'essence est encore plus grave en elle-même, car elle est l'aveu signé par le gouvernement qu'il est dans l'impossibilité de réaliser 25 milliards d'économies. Vous vous souvenez, en effet, du veto mis en 1950 par le parlement à des hausses du prix de l'essence dont il n'aurait pas été saisi au préalable et qu'il n'aurait pas approuvées. En janvier 1951, il acceptait le principe d'une dérogation à cette règle, dans le cas où une économie de 25 milliards, dont il avait été beaucoup discuté entre Maurice Fetsche et la commission des Finances, ne serait pas réalisée. Elle ne l'a pas été; le gouvernement use de son droit. Il en use pendant les vacances parlementaires, afin de mettre l'Assemblée devant le fait accompli. Ce qui ne lui évitera certainement pas un joli charivari à la rentrée.

Quant à la condamnation formelle de la dévaluation par René Pleven, elle est un peu inattendue. Que la mesure constituât une absurdité, un non sens économique et financier (Pleven dicit), il est peu de milieux qui le contesteraient, mais il n'en reste pas moins que le gouvernement l'avait en principe décidée et que ce renoncement spectaculaire surprendra tous les hommes vraiment informés. Au demeurant, certains passages des discours Auriol et Pleven d'hier sonnent désagréablement, car ils donnent à entendre que le gouvernement lutte, sur le plan économique, contre de méchants spéculateurs qui organisent la hausse des prix et qui jouent à la baisse du franc. C'est évidemment fort commode, car c'est se réserver une porte de sortie pour le cas où la politique économique du cabinet échouerait, mais c'est en même temps semer des ferments de discorde entre les Français, à l'heure où le climat social a besoin d'être surveillé de très près. D'ailleurs, ce souci démagogique se retrouve dans la hausse du coût de l'essence qui, pour l'opinion publique, n'est qu'une dîme prélevée sur les automobilistes. On escompte probablement qu'elle aidera à faire passer l'augmentation du prix du tabac et des timbre qui atteint directement tout le monde.

Pleven a d'ailleurs décidé de mettre l'accent sur la question sociale. Il a orienté le Congrès U.D.S.R. dans ce sens et il a tendu implicitement la main aux socialistes, en même temps qu'il condamnait, non moins implicitement, le R.P.F. Pour être rédigées en termes généraux, qui ne le cèdent en rien aux déclamations des "grands ancêtres", les résolutions votées par le congrès de Marseille ne laissent aucun doute à ce sujet : l'U.D.S.R. se pose en arbitre de la situation (d'où certaine formule assez embarrassée pour l'école libre) et recherche l'alliance socialiste. Or, une alliance qui se bornerait au soutien, on sait comment cela fonctionne. C'est donc la participation qui est souhaitée. Souhaitée mais loin d'être acquise. Pour qu'elle le fût, il faudrait d'abord que la S.F.I.O. renonçât au serment qu'elle a fait sur l'évangile de la laïcité de ne pas collaborer à un gouvernement qui n'abrogerait pas les lois

- 2 - n° 1.968

scolaires, car, autrement, ce serait le M.R.P. qui se déroberait; il faudrait aussi que les fonctionnaires, qui sont l'essentiel de la clientèle socialiste, obtinssent au moins en partie satisfaction et l'on sait qu'il en coûterait suffisamment de centaines de milliards pour faire fuir les moins vigilants des radicaux et des indépendants; il faudrait enfin que les travaillistes fussent vainqueurs en Angleterre et l'on sait que, si leur cote remonte au tableau du Gallup, les conservateurs n'en sont pas moins encore favoris. Bref, la participation socialiste est rien moins qu'assurée, en dépit des efforts accomplis par le Congrès U.D.S.R. Ce furent cependant des efforts très méritoires et qui contraignirent les auteurs des motions à une gymnastique rédactionnelle assez acrobatique. Notamment dans cette phrase qui veut que des "réformes profondes soient entreprises, conçues dans le sens d'un socialisme démocratique et constructif, élaborées par des républicains respectueux des libertés essentielles et des institutions parlementaires".

Un amoureux ne s'y trompe pas qui se désole quand l'objet de sa flamme lui dit qu'elle "l'aime bien". Il préférerait être aimé tout court. J'ai l'impression que la S.F.I.O. se défiera un peu du "socialisme démocratique et constructif" de l'U.D.S.R. et pensera que, loin d'ajouter à l'idée, les deux adjectifs risquent fort de la dénaturer. Sans compter qu'on ne voit pas trop ce que seraient des républicains qui ne seraient pas "respectueux des libertés essentielles et des institutions parlementaires".

Et puis, la participation socialiste ne pourra pas être envisagée tant que le congrès radical, qui se tiendra cette semaine, ne l'aura pas aussi sollicitée ou qu'il n'aura pas tout au moins laissé entrevoir qu'il n'y serait pas formellement opposé. Or, si Herriot a très longtemps fait l'opinion des congrès radicaux, il ne la fait pas plus maintenant qu'une hirondelle ne fait le printemps. Il serait bien étonnant que le congrès radical se prononçât de façon nette sur le sujet, mais il est improbable que le programme économique défini par lui puisse s'accommoder d'une politique influencée par les socialistes. Au reste, il est parfaitement inutile de vaticiner sur ces questions, car les motions des congressistes sont faites pour être tournées. Celle de l'U.D.S.R., par exemple, qui s'opposait à toute augmentation d'impôt tant qu'une réforme d'ensemble de la fiscalité n'aurait pas été discutée et qui n'empêchait pas la publication, quelques heures plus tard, du décret majorant les droits sur l'essence. Avant d'en terminer avec ce congrès U.D.S.R., notons encore sa motion relative au salaire minimum garanti qu'il veut être une prérogative gouvernementale. Il préconise la suppression du budget type, l'établissement d'un indice du coût de la vie, dont toute hausse supérieure à 8 % entraînerait, de la part de la Commission supérieure des Conventions collectives, un avis motivé sur lequel le gouvernement aurait à statuer. C'est fort raisonnable, mais n'a guère de chance d'être adopté par les socialistes.

Sur le plan extérieur, on ne saurait mieux dire que le "Daily Mail" qui prétend aujourd'hui qu'à quelque chose malheur est bon et qui se félicite que les déboires proche et moyen-orientaux provoquent un resserrement de l'Entente cordiale en ce qui concerne la politique à suivre dans les pays arabes. L'Angleterre ne nous a pas tenu rancune des actes d'hostilité dont elle s'est toujours rendue coupable à notre endroit dans ces régions du monde. Elle ne nous en veut pas du comportement de Spears en Syrie, de l'activité de certains de ses agents, hommes et femmes, de Tanger, de l'oubli dont nous fûmes victimes lors de la Conférence de Malte, des facilités radiophoniques fournies par la B.B.C. à Bourguiba, pour qu'il fasse entendre mieux et plus loin ses propos anti-français. Mais, aujourd'hui, les Anglais ont besoin de nous. Ils passent donc avec magnanimité l'éponge sur tous leurs petits manquements à la politique

d'Entente cordiale et la conférence dont Robert Schuman avait demandé la réunion, précisément pour mettre les choses au point, ils la transforment en une conversation destinée à arrêter une politique commune pour défendre les intérêts européens en Afrique du Nord et au Proche-Orient. Nous avons d'ailleurs tout intérêt à jouer ce jeu, mais il serait peut-être bon de marquer que nous ne sommes pas dupes et que nous savons parfaitement que cette conférence, qui s'ouvrira vraisemblablement en novembre, aurait eu une tout autre allure si Nahas Pacha n'avait pas brûlé ses vaisseaux.

Si les choses vont mieux pour Robert Schuman du côté marocain, elles ne vont guère du côté pool acier-charbon. La déclaration du Quai d'Orsay, relative à la disparition virtuelle de la Haute-Autorité de la Ruhr, est fort mal accueillie par le R.P.F. et par un certain nombre d'indépendants, qui craignent d'être mis devant le fait accompli, lorsque le Parlement sera appelé à discuter de la ratification du pacte. Et voici que, en Belgique, le directeur des Mines émet les plus graves objections contre le Plan Schuman, dont il dit qu'il aboutirait à placer l'économie belge sous la coupe de l'Allemagne. Enfin, l'Allemagne elle-même apporte indirectement de l'eau au moulin des ennemis du pool, car elle rationne en charbon ses centrales électriques, donnant ainsi à entendre que son contingent d'exportation charbonnière est trop lourd et qu'il faudra bientôt le réduire. Ce qui, précisément, ne serait pas sans porter préjudice à l'industrie française.

En Corée, les choses paraissent vouloir s'arranger, mais ce fut si souvent le cas et les espoirs ont si souvent été déçus qu'il serait bien audacieux de tirer des conclusions des quelques éléments enregistrés hier dans la voie de l'armistice. Il existe cependant un fait nouveau : l'article d'un journal chinois qui estime qu'un armistice est possible. C'est la première fois que Pékin l'imprime. Au surplus, il ne déplairait certainement pas à Moscou de faire mentir, une fois de plus, les conclusions tirées par Washington de son attitude, et rappelez-vous que les commentaires américains sur l'indiscrétion commise par Vychinski ont prétendu que cette attitude "désloyale" prouvait que l'U.R.S.S. désirait la poursuite des hostilités en Corée.

J'en reviens aux élections anglaises qui --sauf accident imprévu sur la carte du monde-- seront l'événement de la semaine. Je vous ai dit que Gallup donnait les conservateurs gagnants, mais constatait une très nette progression de la cote travailliste. Je vous rappelle à ce sujet ce que je vous écrivais des préférences soviétiques dans ma lettre n° 1.963. Il s'agissait de propos tenus par le professeur Stroumilin, à l'Académie des Sciences de Moscou, selon lesquels, "bien que le succès conservateur doive entraîner en Angleterre un recul des nationalisations et de la politique sociale, les Soviets doivent souhaiter une victoire conservatrice, parce que les conservateurs veulent plus que les travaillistes la reprise des échanges entre les pays socialistes et les pays capitalistes et qu'ils ne cachent pas qu'ils converseront volontiers avec les diplomates soviétiques". N'en déplaise à tous les commentateurs occidentaux, qui ont prétendu --car cela leur paraissait logique-- que les communistes britanniques voteraient travailliste partout où il n'y aurait pas de candidat de leur parti, je vous confirme --la logique n'est pas toujours politique, surtout quand il s'agit de l'U.R.S.S.-- que des instructions seront données aux électeurs communistes britanniques d'avoir à contribuer à la victoire conservatrice. Elles ne seront évidemment pas criées sur les toits, mais elles seront tout de même transmises.

(fin de la Lettre sur la dernière page)

E N V R A C et E N B R E

-- La commission de conciliation de la Métallurgie de la région parisienne n'ayant pu, vendredi dernier, aboutir à un accord, les sept organisations de salariés (C.G.T., F.O., C.F.T.C., C.T.I., C.G.C. et les deux syndicats autonomes, cadres et ouvriers) se réuniront demain mardi, au siège de la C.F.T.C.

-- Il y a quelque six semaines, les responsables cégétistes de la Métallurgie se réunissaient au château de Baillet (Seine-et-Oise), qui est la propriété d'une colonie de vacances. Réunion très confidentielle, destinée à faire le point de la situation, à examiner les moyens de propagande et l'état de la trésorerie. Benoît Frachon révéla que, dans la région parisienne, la C.G.T. avait, cette année, distribué dans la métallurgie 76.000 cartes seulement. Il n'y a pas tellement longtemps que la C.G.T. prétendait avoir, dans la métallurgie parisienne, 250.000 adhérents.

-- Le 90ème Comité national de la C.F.T.C. (composé d'un représentant par fédération et un par union départementale) s'est réuni hier. Il a formellement condamné le principe du syndicat unique au sein de l'entreprise et stigmatisé l'action menée dans cette voie par la C.G.T. Il a dénoncé l'attitude négative du patronat au sujet des conventions collectives, demandé une réforme fiscale et de nouveau affirmé les habituelles revendications. Il a réclamé pour l'Algérie la parité avec la métropole du salaire minimum interprofessionnel garanti, pour la Tunisie une revalorisation des salaires et, pour le Maroc, l'octroi du droit syndical à tous les travailleurs sans distinction.

-- Au cours du dernier Conseil des ministres, le gouvernement a décidé de reprendre un certain nombre de projets de loi, déjà acceptés par les précédents gouvernements et déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale, mais que le changement de législature avait rendus caducs. Il s'agit notamment des projets de loi :

- portant modification de la loi du 3-7-34, sur la signalisation routière (n° 11.096);
- tendant à la ratification du protocole relatif à la signalisation routière, signé à Genève le 19-9-49 (n° 11.095);
- concernant la convention d'extradition entre la France et la Principauté de Monaco (n° 9.023);
- tendant à ratifier l'accord de Londres du 20-3-47 entre la France et la Grande-Bretagne, sur la nationalité en Tunisie (n° 3.131);
- tendant à la ratification du traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor (n° 13.110);
- tendant à la ratification de la convention relative au service militaire conclue le 21-12-49, entre la France et la Grande-Bretagne (n° 11.392);
- tendant à la ratification de la convention d'union douanière entre la France et l'Italie, signée à Rome le 23-6-50 (n° 10.921);
- tendant à réprimer la vente illicite des marchandises ou denrées sur la voie publique et à régler l'exercice du commerce dans certains lieux privés (n° 5.741);
- relatif à l'organisation municipale en A.O.F., en A.E.F., au Togo et au Cameroun (n° 5.570);
- relatif au statut des chefs coutumiers en A.O.F., A.E.F., Cameroun et Togo (n° 8.058);
- tendant à la ratification de la convention internationale concernant le travail des femmes (n° 11.458);
- relatif à la modification de l'article 25 de la loi du 16-6-48 sur les associations syndicales et sociétés coopératives de reconstruction (n° 8.194)
- tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel (n° 11.147).

(En Vrac et en Bref - 2 -)

-- L'état des quantités de blé et de seigle entrées en organismes stockeurs, au cours du mois de septembre 1951, s'établit ainsi :

	Entrées totales au 1-9-51	Entrées de Septembre	Entrées totales au 1-10-51
<u>B L É</u>			
Campagne 1951-52	10.914.507	12.606.341	23.520.848
Campagne antérieure (même période)	19.801.477	11.305.690	31.107.167
<u>S E I G L E</u>			
Campagne 1951-52	167.477	195.072	362.519
Campagne antérieure (même période)	533.709	371.861	905.570

-- La loi sur l'aide à l'étranger, finalement votée par le Congrès américain, porte sur un total de 7.328.903.976 dollars, se décomposant comme suit (chiffres arrondis en millions de dollars) :

REGIONS	AIDE MILITAIRE	AIDE ECONOMIQUE	TOTAL
Europe	4.819	1.022	5.841
Espagne	-	-	100
Proche-Orient et Afrique	396	160	556
Extr.-Orient et Pacifique	535	237	772
Amérique Latine	38	21	59
Totaux (sauf Espagne) ..	5.788	1.440	7.228
Total (Espagne incluse)			7.328

(Fin de la Lettre n° 1.968)

S'il est vainqueur, Churchill devra donc en partie son succès à Staline. Mais l'homme du Kremlin ne fera ainsi que se conformer à la volonté des astres, si l'on en croit l'astrologue de l'"Empire News" qui déclarait hier : "Une comparaison des horoscopes de M. Attlee et de M. Churchill montre que, presque certainement, les élections porteront M. Churchill au pouvoir".

paul dehème